

**CADRES JURIDIQUE ET POLITIQUE DE LA SOCIETE
DE L'INFORMATION EN AFRIQUE DE L'OUEST:
ENJEUX ET RÔLES DES ACTEURS**

Atelier de sensibilisation et de dialogue
Saly (Senegal), Hotel Teranga et villas
11 au 13 mars 2009

PANOS avec le soutien de OSIWA

**CADRES JURIDIQUES REGIONAUX ET
PROMOTION DES TIC POUR LE
DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Abdoulaye SAKHO

Agrégé des Facultés de droit

Expert en Régulation

PLAN D'INTERVENTION

- INTRODUCTION
- CONTEXTE
- CONTENU
- INSUFFISANCES
- ETAT DES LIEUX DE L'ADOPTION

INTRODUCTION

- **ROLE DU DROIT DANS L'INTEGRATION DES MARCHES NATIONAUX DE TELECOMS.**

Le droit est aujourd'hui en première ligne de la construction des grands ensembles économiques. C'est en effet sur le droit que nous comptons pour structurer et impulser les nouveaux rapports susceptibles d'assurer l'intégration économique, condition de notre sortie du tunnel de la marginalisation face à la mondialisation de la production et des échanges.

- **OBJECTIFS, ENJEUX ET POLITIQUE SECTORIELLE POUR UNE REGLEMENTATION PERTINENTE.**

Un lien s'impose entre les objectifs de la politique gouvernementale sur le secteur et les règles de droit nécessaires.

- **En conséquence, tout objectif d'intégration se doit de formuler une politique claire qui sera le support de la réglementation du secteur.**

CONTEXTE

- Avancées dans la mise ne place d'une réglementation libérale pour le marché des TIC
- Genèse de la réglementation aujourd'hui portée par Uemoa et Cedao.

CONTENU

- Introduction au contenu: Relation entre la politique et la réglementation des TIC
- Introduction au contenu: Mesures d'accompagnement de la libéralisation du secteur.

CONTENU: LE CADRE INSTITUTIONNEL (AUTORITE GOUVERNEMENTALE ET AUTORITE DE REGULATION)

- Le rôle du gouvernement : élaboration des politiques
- L'autorité de régulation (son étude prendra un peu plus de temps): statut, fonctions, composition et fonctionnement, ressources, obligation de rendre compte, prérogatives de contrôle, pouvoirs de sanction, recours contre ses décisions et modalités de règlement des litiges

CONTENU: LE CADRE NORMATIF DU FONCTIONNEMENT DU MARCHE DU SECTEUR

- Le régime juridique applicable aux opérateurs et fournisseurs de services(libéralisation progressive de l'entrée sur le marché): principes généraux, conditions d'entrée sur le marché, le développement du secteur et les conditions provisoires, les barrières à l'entrée, la publicité des critères d'accès, les taxes et redevances applicables aux licences et autorisations.
- Les principales règles gouvernant le jeu des acteurs dans le marché.
- Les limites à la libéralisation du secteur: les contraintes tenant à l'idée d'intérêt général.
 1. Il s'agit des exceptions à la libre fourniture des services électroniques qui s'expriment à travers la gestion des ressources rares que sont les fréquences radioélectriques et les numéros.
 2. Et des contraintes liées aux impératifs du service universel.

LES INSUFFISANCES DE LA REGLEMENTATION

Le droit de la société de l'information (voir la
présentation suivante)

ETAT DES LIEUX DE L'ADOPTION DES TEXTES

- Méthodologie de la transposition
- Etat de mise en oeuvre

MERCI